

NICARAGUA

Contexte historique

Dès les années 70, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a mené une guerre insurrectionnelle contre le gouvernement du général Somoza, qui a culminé dans la prise de pouvoir par les sandinistes en 1979. Le nouveau gouvernement révolutionnaire s'est vite trouvé confronté à une rébellion armée : la résistance Contra, avec des bases arrière dans les pays voisins (Honduras et Costa Rica). Le conflit civil s'est intensifié pendant les années 80, jusqu'à ce que des changements régionaux et internationaux, assortis d'une économie en faillite, obligent les sandinistes à tenir des élections en 1990. La victoire aux élections présidentielles des forces anti-sandinistes a ouvert la voie à la création d'un gouvernement de coalition provisoire, approche pragmatique de partage du pouvoir, puisque le parti sandiniste est resté la plus importante formation politique de la nouvelle Assemblée nationale. Un processus de paix et de réconciliation nationale a ainsi vu le jour.

Selon une étude de *Americas Watch*¹ et des experts internationaux, tant l'armée populaire sandiniste (EPS — *Ejército Popular Sandinista*) que la résistance Contra ont employé des mines terrestres durant le conflit armé. L'EPS a miné les installations stratégiques, économiques et de communications, à l'intérieur du pays, et une partie des frontières. Les sites de l'intérieur ont été marqués et clôturés, en conformité avec des procédures militaires classiques, puisque l'objectif voulu était de prohiber l'accès aux forces hostiles qui avaient l'intention de les saboter. Les champs de mines non signalés, situés le long des frontières, ont constitué une tentative d'empêcher l'infiltration transfrontalière des combattants de la Contra. D'après ce que l'on sait, aucune des deux tactiques n'a été une grande réussite.

La stratégie des rebelles de la Contra, comme de toute guérilla, était de pertur-



ber la vie économique du pays, afin de déstabiliser le gouvernement. À cet effet, ils ont miné — sans les signaler — des routes et voies de transport et des zones économiquement importantes. Ils ont aussi miné certaines régions frontalières, afin de gêner les mouvements des troupes gouvernementales sandinistes, protéger leurs bases arrière en territoire nicaraguayen, et aussi pour empêcher des incursions contre les bases rebelles au Costa Rica et au Honduras.

L'emploi des mines s'est amplifié avec le temps; on estime que 135 000 mines ont été semées des deux côtés. Le bilan humain a été très lourd, pour peu de résultats militaires évidents.

Le programme de déminage dans le Nicaragua postconflictuel est un miroir de l'évolution du processus politique de réconciliation. La coopération entre les anciens antagonistes n'a pas toujours été harmonieuse, et le déminage a été interrompu à plusieurs reprises. La propriété de la terre — qui est depuis toujours un contentieux de la vie économique nicaraguayenne — et les privilèges qui en découlent, sont au centre des enjeux sociaux et politiques du pays, et le déminage, en rendant des terres fertiles à la production agricole, pourrait donc contribuer à alléger la double pression, démographique et politique.

Considérations économiques et géographiques Régions minées

NICARAGUA	
Superficie	: 130 000 km ²
Population	: 4 430 000
Densité de population	: 34,1 hab./km ²
Produit intérieur brut par habitant	: US\$ 2 070
Indice de développement humain	: 0,583

La base de l'économie, bien que l'urbanisation, à 62,3%, soit de loin la plus élevée d'Amérique centrale. La transformation manufacturière tertiaire est concentrée dans la capitale, Managua.

Les régions les plus infestées de mines ont été les frontières nord et sud, et les départements centraux d'Estelí, Jinotega et Matagalpa². La VI^e région militaire, comprenant Jinotega et Matagalpa, a été la zone la plus sinistrée suite au conflit armé, et la plus sévèrement minée, par la Contra comme par l'EPS. L'importance de cette région, en tant qu'enjeu militaire, s'explique par son économie et sa situation géographique : elle est le plus important grenier du pays; on y produit 60% de la récolte de café, principale exportation et première source de devises; elle représente un carrefour routier incontournable pour le commerce interne; et le site de la *Planta Centroamericana de Apandá*, est l'un des plus grands projets hydroélectriques de l'Amérique centrale.

TABLEAU I :
Départements du Nicaragua infestés de mines

Département	Superficie km ²	Population	Économie
Estelí	2 335	190 000	maïs, légumineuses, café, bétail, tourisme, produits artisanaux; or et argent
Jinotega frontière nord	9 755	200 000	café, maïs, légumineuses, bétail, agrumes; or
Madriz frontière nord	1 602	120 000	maïs, légumineuses, café, bétail; or, fer et tungstène
Matagalpa	8 523	400 000	café, agro-industrie, bétail, maïs, légumineuses, agrumes; or et argent
Nueva Segovia frontière nord	3 123	167 000	maïs, légumineuses, café, bétail, bois; or et tungstène
Rio San Juan frontière sud	6 480	40 500	maïs, légumineuses, bois, tourisme, pêche

¹ Rapport du Secrétaire général, Assistance au déminage, Nations Unies, New York, septembre 1994.

² The Inter-American Defense Board and Demining in Central America, Col. W.A. McDonough, U.S. Army, keynote address to the Mines, Countermine and Demining Symposium and Exhibition, The American Defense Preparedness Association, Asheville, North Carolina, 1993.

¹ Landmines in El Salvador and Nicaragua: The Civilian Victims, *Americas Watch*, New York, décembre 1986.

TABLEAU II :
Distribution géographique des sites minés - estimations avant déminage

Site	Longueur km	km minés	Champs de mines	Nombre total de mines
Frontière nord	286,9	146,7	425	55 957
Frontière sud	135,3	16,3	98	4 545
Sous-total frontières	422,2	163	523	60 502
Départements centraux	—	260 000 m ²	318	55 049
TOTAL	422,2	—	841	115 551

[Source : Rapport du Secrétaire Général, Annexe, p. 33, Réunion internationale sur le déminage des Nations Unies, 5-7 juillet 1995, Genève]

département de Jinotega, a enlevé plus de 500 mines de ses champs en 1994-1995¹. Et, même si les superficies minées sont connues et si les cartes existent, il y pleut beaucoup et les inondations sont fréquentes, ce qui déplace facilement les petites mines antipersonnel en plastique lesquelles, en outre, résistent à l'eau.

Dans d'autres régions, des accidents de personne et de bétail ont révélé la présence de mines; les localités incluent El Espino et San Juan de Río Coco (département de Madriz), Las Manos, San Fernando, Murra et Jalapa (Nueva Segovia), Kilambe et la Lagune Apanás (Jinotega), enfin, les régions minières de El Rosario and El Paraíso (Matagalpa)

Programmes de déminage

En 1990, l'armée, dont les effectifs étaient encore au complet et sous contrôle politique sandiniste, a entamé un projet de déminage. On visait en priorité les sites vitaux d'infrastructure. Près de 10 000 mines ont été enlevées en près d'une année, au prix de six démineurs tués et sept autres blessés. Les changements politiques survenant après l'échec des sandinistes aux élections ont entraîné la démobilisation massive des troupes, du corps médical et des bataillons de génie militaire (sapeurs inclus). Les opérations de déminage ont été stoppées une première fois, en mars 1991.

Le nouveau gouvernement a alors formulé une demande d'aide en déminage auprès de l'Organisation des États américains (OEA), requête rendue possible grâce à la réintégration

diplomatique et politique du Nicaragua. La Junta interaméricaine de la défense (JID) a été chargée de la responsabilité de planifier les opérations, d'obtenir l'équipement nécessaire, de coordonner l'administration et de superviser un programme conjoint de déminage avec l'EPS. Les négociations ont commencé en août 1991 et un accord a été conclu le 31 mars 1993 entre le gouvernement de Nicaragua et l'OEA, sur un projet de déminage en trois étapes, pour désactiver un nombre de mines estimé à 116 000 unités.

Phase préliminaire : formation d'une équipe JID / OEA à Fort Benning (Géorgie, États-Unis) de 15 instructeurs originaires d'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Guatemala, du Honduras, du Pérou et d'Uruguay, suivie de la formation de 130 démineurs nicaraguayens;

- 1^{re} étape : déminage des sites dans les départements centraux à l'intérieur du pays;
- 2^e étape : déminage de la frontière nord avec le Honduras;
- 3^e étape : déminage de la frontière sud avec le Costa Rica.

L'équipe JID / OEA est arrivée à Managua en avril 1993, et le déminage a commencé en juin dans le département d'Estelí, avec l'objectif de nettoyer 310 sites de 37 797 mines recensées. La France, l'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède et les États-Unis ont fourni un financement de presque deux millions de dollars US. Une coopération difficile

¹ Information personnelle.

TABLEAU III : Progrès du déminage

	Sites minés	Nombre mines	Superficie déminée m ²
Selon le plan JID	310	37 797	—
Déminage conjoint JID/EPS	60	2 375	27 649
Après départ JID	81	6 251	50 875
TOTAL DÉMINÉ	141	8 626	78 524

entre les instructeurs JID / OEA et les démineurs de l'EPS, des problèmes logistiques, et un manque de fonds ont entraîné la fin du programme conjoint en novembre, alors que seulement 60 sites couvrant 27 649 m² avaient été nettoyés, et 2 375 mines enlevées.

L'EPS, seule, a continué le programme, dégageant 81 autres sites (50 875 m²) de 6 251 mines. Ainsi, au début de 1995, on avait accompli 45,5% de la première étape projetée. Le bilan de deux morts et onze blessés, dont deux amputés de membre inférieur, parmi les démineurs a posé avec acuité les problèmes de compensation et d'assurance sociale pour les familles des victimes. Ces difficultés financières ont causé une nouvelle suspension des activités de déminage.

(CLAV — *Comisión Internacional de Apoyo y Verificación*) de l'OEA a consenti à financer partiellement le projet. Dans le pays², on espère que les principaux bailleurs de fonds seront des entreprises privées étrangères avec une motivation économique visant à réhabiliter certaines régions : entreprises minières intéressées par l'or, l'argent et le cuivre, investisseurs dans des projets hydroélectriques, etc. Une entreprise japonaise, par exemple, a marqué son intérêt à déminer la région autour de la Lagune Apanás pour pouvoir ensuite y investir.

Le Nicaragua souhaitait reprendre le déminage avec un projet qui prévoyait de couvrir les sites des départements centraux non encore déminés lors des précédentes séan-

TABLEAU IV : Types de mines rencontrées au Nicaragua

Nom	Fabrication	Action	Type	Composition
PTMI-K	ex-Rhénie	à souffle*	antichar	métal
PMN	ex-URSS	à souffle	antipersonnel à pression	plastique + métal
PMN-2	ex-URSS	à souffle	antipersonnel à pression	plastique + métal
PMD-2M	ex-URSS	fragmentation	antipersonnel à fil**, à pieu	métal
POMZ-6M	ex-URSS	à souffle	antipersonnel à pression	bois+métal
PPMI-Sr II	ex-Rhénie	fragmentation	antipersonnel à fil, bondissant	métal
MON-50	ex-URSS	fragmentation	antipersonnel à fil, directionnelle	métal
Claymore	USA	fragmentation	antipersonnel à fil, directionnelle	métal
SOPRA M.969***	Portugaise	à souffle	antipersonnel à pression	plastique

[Source : *Propuesta Demanda del Bienestar Nicaragüense, Ejército Nacional del Nicaragua, Estado Mayor General, Dirección Operaciones y Planes*]

* = à effet de souffle

** = à fil de trébuchement

*** = Fabrication portugaise d'une mine belge, entièrement en plastique, à effet de souffle, munie d'exploit uniquement pour arracher le talon lorsqu'on marche dessus, c'est son unique local "à action"

² Etat-major général de l'armée nationale du Nicaragua, Direction des opérations et de la planification.

TABLEAU V : Sites minés des départements centraux - estimations révisées après le déminage précédent, 181 200 m² restants

Sites minés	Régions militaires							Quantité/Type de mines		
	I	II	IV	V	VI	N	S	Souffle*	Fragment**	TOTAL
Pylônes électriques	25	16	3	81	20		145	7 751	0	7 751
Stations électriques	-	-	-	1	1	2	4	5 267	1 175	6 442
Ponts	-	-	-	15	8	-	23	4 041	0	4 041
Télécommunications	-	-	-	2	2	3	7	3 851	0	3 851
Fincas & coopératives	4	-	-	-	7	4	15	9 209	154	9 363
Communautés isolées	-	1	-	-	-	2	5	3 455	0	3 455
Total	29	17	3	99	38	11	199	33 574	1 175	34 903

[Source : Proyecto Desminado del Territorio Nicaragüense, Ejército Nacional del Nicaragua, Estado Mayor General, Dirección Operativa Planes]

Régions militaires :

- I Département de Nueva Segovia, Madriz, Estelí
- II Département de León et Chinandega
- IV Département de Río de San José, Masaya, Carazo
- V Département de Chontales, Poso, Région Autonome du Sud Atlantique
- VI Département de Jinotega et Matagalpa
- N Région autonome nord-atlantique (Rio Coco, Cabo Gracias a Dios, Puerto Cabezas)
- S Région autonome sud-atlantique et département de San Carlos

Souffle* mine à effet de souffle activée par la pression
Fragment** mine à fragmentation

ces, et les frontières. La liquidation totale des mines devrait coûter 5,6 millions de dollars US sur deux ans, somme comprenant le soutien médical et logistique, l'achat d'équipement spécial pour la détection et la destruction des mines, ainsi que les salaires et les polices d'assurances médicale et sociale pour les démineurs⁶. La Croix-Rouge du Nicaragua projette de lancer une campagne de sensibilisation sur les mines, en coordination avec les opérations de déminage de l'armée, laquelle mettrait à disposition des experts pour l'instruction de la population civile à grand risque. On espérait reprendre le déminage avant la fin de 1995 mais, faute de moyens financiers, le programme a été repoussé au premier trimestre de 1996.

Victimes des mines terrestres

Dans une situation de réhabilitation nationale d'après-guerre, il est difficile de trouver des chiffres fiables et de faire un recensement des blessés et tués par mines. Le ministère de la Santé ne recueille pas de statistiques centralisées pour la traumatologie, mais uniquement pour la pathologie médicale. En plus, le Nicaragua a-t-il adopté, au début de 1994, un nouveau système d'administration de la santé publique dans les départements, (*Sistema Integrado de la Atención de Salud* (SILAIS) — Système intégré des

⁶ Rapport de l'état-major général de la Junta Interamericana de Defensa à la Réunion internationale sur le déminage des Nations Unies, Genève, 5-7 juillet 1995

soins de santé. Il s'agit d'une approche en polyclinique qui inclut la rééducation physique et la réintégration sociale, un registre local des handicapés de guerre, et un bureau provincial de statistiques, qui a commencé de zéro en janvier 1994. Le recensement est d'autant plus aléatoire, selon le ministère de la Santé, qu'il y a une grande différence dans le niveau de fonctionnement des différents départements, que le financement du transport des personnes invalides vers le centre orthopédique spécialisé dans la capitale est insuffisant, et que la traumatologie ne représente pas un souci majeur. En outre, les statistiques concernant les victimes de mines terrestres qui existent se trouvent dans les régions éloignées et sont incomplètes.

L'autre source gouvernementale d'information est l'armée. Les effectifs des forces armées nicaraguayennes sont passés de 100 000 hommes à seulement 12 000 en l'espace de trois ans, durant la période postconflictuelle. Cela a entraîné une réduction drastique des services médicaux militaires : les trois hôpitaux militaires régionaux ont fermé leurs portes, beaucoup de personnel a été licencié, et l'atelier militaire de prothèses a cessé de fonctionner. Seulement 65 médecins spécialistes, y compris ceux qui occupent des postes administratifs, sur un total de 105, demeurent en place. L'hôpital militaire central ne compte plus que 140 lits, pour moitié en chirurgie et moitié en médecine interne. La collecte des statistiques médicales s'est ressentie de ces coupures.

Année	Amputés dus aux armes à feu	Amputés dus aux mines	Amputés blessés de guerre pourcentage du total
1960-78	31	0	25%
1979	40	1	75%
1980	6	1	39%
1981	9	0	48%
1982	13	2	62%
1983	25	1	70%
1984	46	9	85%
1985	41	19	70%
1986	47	101	78%
1987	77	134	66%
1988	62	131	74%
1989	38	53	56%
1990	20	25	29%
1991	13	20	30%
1992	5	12	25%
1993	7	16	26%
1994	1	7	36%
1995	0	10	-
TOTAL	481	542	56%

Amputés blessés de guerre en tant que pourcentage du total des amputés appareillés au centre, total comprenant les amputés à cause de maladie, traumatisme civil, etc.

TABLEAU VI : Centre orthopédique Erasmo Paredes Herrera - Managua. Nombre d'amputés appareillés par an 1960-1995 (août)

s'appliquent qu'aux amputés et non au nombre total de blessés et de morts; de plus, ils sont sélectifs, car ils comptabilisent uniquement les patients qui ont eu accès au centre. Néanmoins, une étude de ces statistiques démontre le développement de la « guerre des mines » au Nicaragua durant la décennie du conflit civil.

En 1979, l'année de la chute du régime Somoza, le nombre d'amputés de guerre a constitué 75% de tous les amputés du pays; mais, seulement un cas sur 40 était dû à une explosion de mine. Lors des premières années du conflit civil, une augmentation continue du nombre d'amputés de guerre a été enregistrée au centre de prothèses. Le pourcentage de blessés de guerre parmi tous les amputés dans le pays — du moins parmi ceux qui ont eu accès au centre orthopédique — est remonté de nouveau pour atteindre 70% en 1983. Après 1984, l'emploi des mines comme moyen et méthode de guerre est devenu de plus en plus important et a causé plus d'amputations que les blessures par armes à feu. Cet accroissement a été dramatique. Les pires années du conflit, entre 1986 et 1989, ont

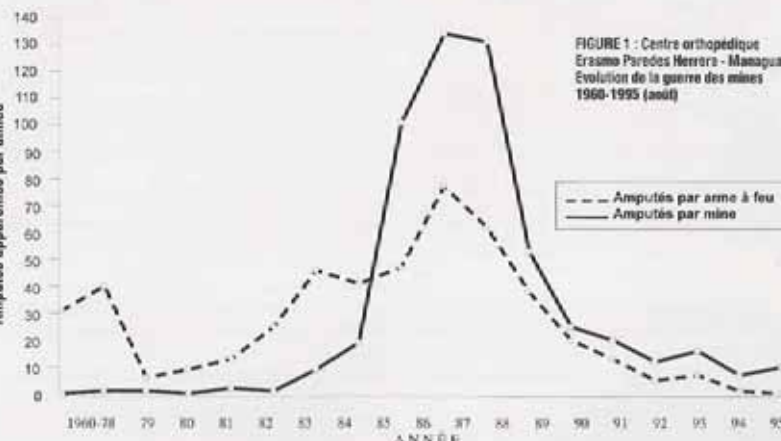


FIGURE 1 : Centre orthopédique Erasmo Paredes Herrera - Managua. Evolution de la guerre des mines 1960-1995 (août)

vu un total de 643 nouveaux amputés de guerre se présenter au centre pour l'appareillage d'une prothèse, avec une proportion de presque deux blessés par mine contre un par arme à feu (419 contre 224). Ces niveaux élevés ont persisté jusqu'à la signature de l'accord de paix, en 1990. Le nombre d'amputés suite aux blessures infligées par des armes est alors rapidement tombé, mais les mines ont continué à faire plus de ravages que les armes à feu.

Lorsque les mines à fragmentation et à effet de souffle sont utilisées dans une guerre, l'expérience chirurgicale du CICR démontre que les amputés totalisent presque 30% de tous les blessés par mine². Si l'on extrapole les chiffres contenus dans le *Tableau VI*, cela donnerait un minimum de 1 500 personnes blessées par mine durant le conflit, sans compter les civils et les soldats sandinistes tués. (Des études récentes^{3,4} ajoutent à l'expérience du CICR pour démontrer que, dans de telles situations géographiques, on dénombre à peu près un mort pour chaque blessé qui arrive à l'hôpital). Les statistiques pour les combattants de la Contra, tués, blessés ou amputés, ne semblent pas exister.

Les polycliniques provinciales du SILAIS confirment la diminution du nombre de cas rapportée par le centre orthopédique depuis le cessez-le-feu et la tenue des élections, en 1990. Cependant, si pendant le conflit ces blessures touchaient essentiellement les militaires (plus de 90%, les blessures par balle se situant juste au-dessous de 80%), ces dernières années, presque toutes les victimes ont été des civils (preuve en est les dix nouveaux amputés par mine, pour l'année 1995, appareillés au centre jusqu'au mois d'août). N'ayant pas les moyens de payer le voyage de leur région, souvent éloignée, jusqu'à Managua, ces patients ont été trouvés et transportés par la clinique mobile du centre orthopédique. Ses techniciens estiment qu'il y en a encore beaucoup d'amputés dans la brousse, difficile d'accès.

La polyclinique du SILAIS de Nueva Segovia dispose des statistiques disponibles les plus complètes. De 1994 à août 1995, il y a

eu 57 personnes blessées par des armes de guerre, dont 22 (38,6%) par mine. Tous les blessés étaient des hommes, victimes surtout de mines à effet de souffle entraînant une amputation. Deux ont eu les mains amputées, ce qui semble indiquer une manipulation de mine (tentative de déminage civil par bricolage). Les victimes étaient âgées de 15 à 39 ans, la plupart ayant un peu plus de la vingtaine, et se trouvant donc dans la tranche d'âge de la plus grande productivité économique. On y retrouve des ouvriers saisonniers qui allaient travailler dans les champs, des mineurs à la recherche d'or, et quelques uns des 20 000 déplacés qui essayaient de regagner leur foyer.

Les statistiques de la VI^e région militaire des départements de Matagalpa et Jinotega, pour la période 1987-1995, font état de deux militaires morts et 15 blessés, 13 civils tués et 67 autres blessés. Selon cette source, beaucoup des victimes les plus récentes sont étrangères à la région, soit qu'elles circulaient en camion, les routes étant vitales pour le commerce interne, soit que, s'agissant de chercheurs d'or dans les montagnes et le long des rivières, ils avaient pénétré sur un territoire miné sans le savoir.

La polyclinique de Matagalpa fait état de 54 handicapés de guerre, surtout des amputés, dans le secteur nord, et de 18 autres amputés dans le secteur sud, requérant une première prothèse. Il s'agit des personnes amputées ces dernières années. Il y aurait 14 nouveaux amputés, dont deux dus aux mines, dans le département pour la seule période 1994 - août 1995.

Pour la même période, et toujours par mine, celle d'Estelí dresse une liste de trois morts dans trois accidents distincts, et d'un enfant amputé des deux mains. Cela, bien que le département fût censé être nettoyé durant l'effort de déminage de 1993-1995. Le département de Madriz donne des statistiques semblables : une demi-douzaine de morts et de blessés dus aux mines terrestres.

Dans tous ces départements, on évite de passer dans des zones connues et signalées pour receler des mines; ailleurs, les paysans ont déminé le sol eux-mêmes, afin de le rendre à la production agricole, mais au prix d'un lourd tribut humain. De ce fait, dans certaines régions aujourd'hui, il y a moins d'accidents qu'auparavant.

Mais, ailleurs, on rapporte que l'analphabétisme tend à provoquer des accidents, parce que les paysans ne peuvent lire correctement la signalisation des champs de mines, ou bien la végétation tropicale luxuriante recouvre des panneaux indiquant des surfaces minées, ou les pluies torrentielles les emportent ou, pire, qu'elles déplacent les petites mines antipersonnel en plastique, souvent en aval, le long des rivières. C'est ainsi que des voyageurs, des aventuriers à la recherche d'or, ou encore des déplacés de retour chez eux, entrent dans des régions dangereuses, à l'instar des contrebandiers qui se faufilent à travers les frontières. Les territoires minés sont éloignés et isolés, et souvent sans routes, et les victimes des mines rarement connues des autorités.

Les hôpitaux départementaux sont dotés de personnel chirurgical de base. Mais, si les chirurgiens expérimentés de la capitale reconnaissent la nécessité de moignons d'amputation corrects, afin de faciliter l'appareillage en membres artificiels, on ne peut pas dire la même chose des jeunes chirurgiens de province. En outre, les restrictions des budgets militaires ont fait empirer la situation, menant à la fermeture d'hôpitaux régionaux de l'armée et au renvoi de chirurgiens expérimentés. Quant au centre orthopédique Erasmo Paredes Herrera du ministère de la Santé, il est maintenant l'unique service de fabrication de prothèses du pays, et souffre d'un sous-financement chronique. Tous ces facteurs, ajoutés à une situation économique difficile, marquée par des compressions budgétaires gouvernementales, rendent les soins et la rééducation des blessés par mines aléatoires et leur coût social très élevé.

Mines, déminage et processus de paix

Les problèmes politiques associés au processus de paix et à la réconciliation nationale ont eu leur effet sur le programme de déminage. L'incertitude politique et le manque de confiance, l'absence de coopération qui en résulte, ont préparé le terrain aux difficultés financières et à la suspension répétée des projets de déminage. Des ressources de production viables de l'économie ont été exclues, ce qui a eu comme effet l'érosion des piliers socio-économiques du processus de paix.

La démobilisation générale, à la va-vite, des troupes de l'EPS et des combattants de la résistance Contra, a répété le syndrome souvent rencontré ces dernières années en période d'après-guerre : «un estomac vide avec une kalachnikov pleine». Une résurgence d'activités militaires menées par ces anciens combattants ou soldats, mécontents ou «oubliés» de la réinsertion sociale, à alors vu le jour. Certains démobilisés se sont réorganisés pour s'adonner au banditisme politique, la *Recontra*, et ont même recouru à l'utilisation de mines terrestres, selon des observateurs internationaux. L'appauvrissement généralisé, résultat à la fois du sabotage et de la mauvaise gestion de l'économie pendant les années 80, entretient toujours les raisons socio-économiques qui étaient à la source de la révolte des années 70. L'État semble n'exister, toujours selon ces observateurs, que dans la capitale et quelques autres villes, et même pas dans tous leurs quartiers, ce qui se manifeste par une hausse de la criminalité urbaine et, dans le reste du pays, par celle du banditisme rural.

L'insécurité généralisée et l'absence apparente de l'État posent des problèmes énormes pour un programme de déminage. Dans certaines régions, la présence de soldats exécutant ce travail nécessiterait le déploiement de troupes pour les protéger, alors qu'ailleurs, l'accès à la région dépend d'un chef local de groupe armé qui a remplacé l'État en tant qu'autorité. Cela a des conséquences économiques sérieuses, comme on peut deviner : un projet d'investissement japonais a été reporté *sine die* à cause de la crainte des mines et de l'incapacité d'assurer la sécurité des équipes de déminage.

Les difficultés sociales liées à cette violence aveugle et incontrôlée qui touchent surtout, mais non exclusivement, les régions centrales productives de Jinotega et Matagalpa, ajoutées à l'impunité des éléments armés et à la crainte d'une explosion possible de violence durant la prochaine campagne électorale, tendent à pousser les problèmes associés aux mines terrestres à l'arrière-plan. Le manque d'attention conduit à banaliser un problème important, mais auquel il pourrait être remédié.

Le déminage complet permettrait une meilleure exploitation de l'infrastructure et des ressources naturelles essentielles. En effet, la présence de mines entraîne la non utilisation de terres fécondes et un manque à

¹ L'épidémie mondiale des blessures dues aux mines antipersonnel, Comité international de la Croix-Rouge, Genève, 1995.
² Deaths and injuries caused by landmines in Mozambique, A. Ascherio et al., *The Lancet*, Vol. 345, 721-724, 1995.

³ Social cost of landmines in four countries: Afghanistan, Bosnia, Cambodia and Mozambique, W. Anderson, C. Palma da Sousa and S. Paredes, *British Medical Journal*, Vol. 311, 718-721, 1995.